

LaREM peut-elle transformer l'essai aux municipales de 2020 ?

Partant de l'analyse de la situation politique dans les 236 villes de plus de 30 000 habitants depuis trente-cinq ans et des parrainages des maires à la dernière présidentielle, le directeur du Cevipof évalue les chances du parti macroniste aux prochaines municipales.



ÉLECTIONS Le 29 juin 2018, La République en marche lançait un institut de formation baptisé « Tous politiques » avec l'ambition de préparer des centaines de candidats au métier d'élu local, dans la perspective des échéances municipales de mars 2020. Un institut peut-il suffire à compenser l'absence d'élus municipaux en exercice officiellement déclarés favorables à Emmanuel Macron ? La République en marche (LaREM) peut-elle rééditer l'exploit de son fondateur en bousculant l'espace politique municipal comme elle a métamorphosé l'Assemblée nationale ? Et si oui, quel profil de villes LaREM peut-elle conquérir ?

SUR LE LONG TERME, AUTANT DE VILLES DE DROITE QUE DE GAUCHE

L'analyse approfondie de la dynamique électorale des municipalités de plus de 30 000 habitants depuis trente-cinq ans permet en partie de répondre à ces questions – et les résultats détaillés de cette étude peuvent être lus dans *Villes de gauche, villes de droite*, récemment publié aux Presses de Sciences Po (1). Il faut surtout retenir deux principales leçons :

1. – les scrutins municipaux ont gagné au fil des années le statut d'élections référendaires de l'action de l'exécutif national ;
2. – les maires des grandes villes disposent d'instruments de politique publique locale pour « façonner » sociologiquement leurs électeurs et ainsi augmenter leurs chances de victoire.

La popularité d'Emmanuel Macron et de son gouvernement d'ici un an servira de point de référence pour évaluer les chances de succès de LaREM

aux élections municipales. On a en effet constaté qu'une popularité de plus de 40 % du président au moment des municipales permettait de faire basculer des villes importantes. En deçà, la tâche est plus ardue car les électeurs se saisissent du scrutin local pour sanctionner l'exécutif national. En espérant conserver ce taux de popularité en 2020, le chef de l'État et LaREM peuvent d'ores et déjà réfléchir aux villes gagnables.

Parmi les 236 villes étudiées, on peut distinguer sept types différents. Ainsi, depuis 1983, on comptabilise 53 villes stables à droite, 22 quasi stables à droite (5 victoires à droite sur 6 élections), 28 instables à droite (4 victoires), 30 villes instables (autant de victoires à droite qu'à gauche), 21 villes instables à gauche (4 victoires à gauche), 26 villes quasi stables à gauche et 56 villes stables à gauche. Premier constat : l'équilibre global est parfait. Sur le long terme, on dénombre autant de grandes villes à droite qu'à gauche.

MACRON PARRAINÉ EN 2017 PAR 16 MAIRES SUR 236 DE VILLES DE PLUS DE 30 000 HABITANTS

Le parti du président, souffrant d'un manque cruel d'implantation politique territoriale, pourrait en toute logique se concentrer sur les 30 villes instables, celles qui ont connu autant de maires de gauche que de droite. Elles offrent la particularité d'avoir renoncé à s'ériger en fiefs, laissant donc une chance aux candidats n'appartenant à aucune de ces familles politiques. Il se trouve que les candidats LaREM aux élections législatives ont obtenu dans ces villes un score (36,8 % des suffrages exprimés) largement supérieur à la moyenne nationale du parti (32,3 %).

Mais l'arithmétique électorale d'une élection législative ne peut suffire à dessiner les contours d'une victoire municipale. La personnalité des candidats retenus, le type de campagne

électorale, le niveau de participation et la nature des oppositions se révèlent souvent des ingrédients décisifs au niveau municipal.

Par ailleurs, pour clamer sa victoire lors des municipales, LaREM devra l'emporter ailleurs que dans les seules villes instables. Raison pour laquelle les responsables du parti s'agitent actuellement pour tester la Macron-compatibilité des édiles en place, avec lesquels il est possible d'envisager soit un ralliement vers le parti du président, soit une alliance politique.

Lors de l'élection présidentielle, certains maires ont déjà manifesté leur soutien au locataire de l'Élysée en leur apportant leurs parrainages. Ils sont certes minoritaires parmi les maires des villes de plus de 30 000 habitants (seulement 16 sur 236), mais ont un trait commun : ils gouvernent des villes historiquement situées à gauche sans être tous pour autant des maires de gauche.

En effet, aux dernières élections municipales de 2014, les électeurs de La Rochelle, Nevers, Auxerre et Pau ont installé un maire de centre droit ou de centre gauche compatible avec la ligne politique d'Emmanuel Macron. Les choses sont plus claires du côté des maires de gauche de Lyon, Besançon et Montpellier, qui forment à eux seuls des soutiens de poids dans la conquête des grandes villes françaises. À noter, la seule exception : Talence, maire de droite dans une ville de droite.

Au-delà de ces 16 soutiens qui devraient en toute logique se présenter sous l'étiquette LaREM, le parti présidentiel pourrait également envisager de piocher dans le réservoir des 87 maires qui, en 2017, n'ont accordé leur parrainage à aucun candidat. Car si l'objectif n'est certainement pas de remporter toutes les villes où Macron est arrivé en tête à l'élection présidentielle, il existe aujourd'hui une forte incitation pour les maires sortants de droite (proche par exemple des Républicains constructifs ou ceux défavorables à la ligne politique de Laurent Wauquiez) à jouer le jeu des alliances avec LaREM plutôt que de devoir affronter une liste du même parti.

UNE RÉPLIQUE MUNICIPALE DU « DÉGAGISME » ?

Si les changements institutionnels souhaités par le président de la République, en particulier la réduction du nombre de parlementaires, ne semblent pas à première vue influencer les conditions électorales des prochaines municipales, il est un phénomène à surveiller attentivement, celui des députés LaREM qui préféreraient se lancer dans l'aventure municipale pour anticiper la disparition de leur circonscription législative. Ils bénéficieraient alors d'un ancrage territorial, d'un capital politique et d'une légitimité locale.

Il reste une inconnue de taille. Les Français, plus confiants vis-à-vis des institutions municipales que tout autre niveau de gouvernement, souhaitent-ils poursuivre le mouvement de dégagisme qui a dominé les dernières élections législatives ? Car si les maires sortants des grandes et moyennes villes appartiennent encore aux catégories dites de l'ancien monde, le dépassement du clivage gauche-droite à l'échelle municipale pourrait rencontrer quelques difficultés. D'une part, une élection municipale accorde une place non négligeable aux enjeux locaux, limitant les possibilités de nationaliser la campagne, et d'autre part, le climat actuel de grogne des maires face à la réduction des moyens budgétaires et la suppression de milliers de contrats aidés par le gouvernement fragilisera les candidats LaREM.

Enfin, n'oublions pas qu'en cas d'alliance politique entre LaREM et d'autres formations politiques pour augmenter leurs chances de succès, les Français, peu familiers d'une culture politique de coalitions gouvernementales, pourraient l'interpréter comme une politique des petits arrangements plutôt qu'une disruption de la politique municipale. ■

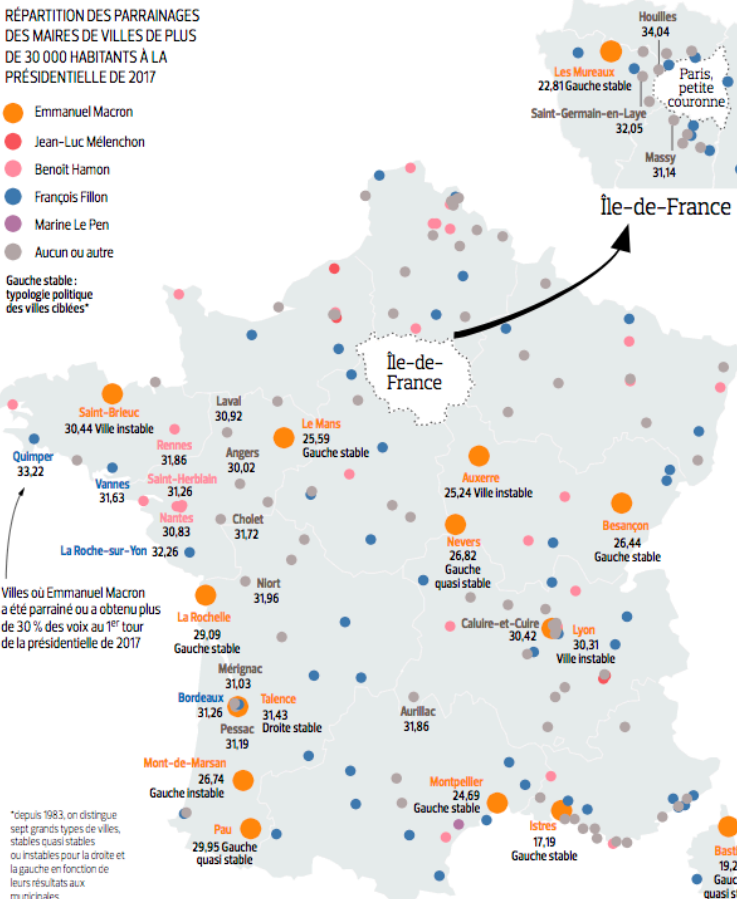
(1) « Villes de gauche, villes de droite », de Richard Nadeau, Martial Foucault, Bruno Jérôme et Véronique Jérôme-Speziari, Les Presses de Sciences Po, 275 p., 23 €.

1 Villes de plus de 30 000 habitants : quel vote, quel parrainage ?

RÉPARTITION DES PARRAINAGES DES MAIRES DE VILLES DE PLUS DE 30 000 HABITANTS À LA PRÉSIDENTIELLE DE 2017

- Emmanuel Macron
- Jean-Luc Mélenchon
- Benoît Hamon
- François Fillon
- Marine Le Pen
- Aucun ou autre

Gauche stable : typologie politique des villes « bilées »

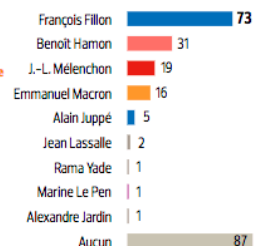


* depuis 1983, on distingue sept grands types de villes, stables ou instables pour la droite et la gauche en fonction de leurs résultats aux municipales

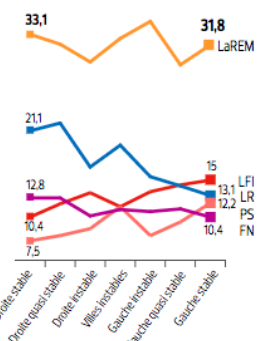
Source : Cevipof

2 87 "grands" maires n'ont parrainé aucun candidat

RÉPARTITION DES PARRAINAGES DES 236 MAIRES DE VILLES DE PLUS DE 30 000 HABITANTS POUR LA PRÉSIDENTIELLE 2017



SCORE LÉGISLATIF (FÉR TOUR 2017) SELON LA TYPOLOGIE DES VILLES



Infographie LE FIGARO